

Le territoire: Histoires en deux langues
A bilingual (his-)story of territory

Bernard DEBARBIEUX
Université Joseph-Fourier, Grenoble, France

Publié dans CHIVALLON C., RAGOUET P., SAMERS M., *Discours scientifique et contextes culturels. Géographies françaises à l'épreuve postmoderne*, 1999, Bordeaux : Maison des Sciences de l'homme d'Aquitaine. pp. 33-34.

Quand on étudie les pratiques académiques et les “ arts de faire ” de la science comme aurait pu le dire Michel de Certeau, on est souvent amené à s'intéresser de près à la nomenclature et à la terminologie utilisées par les divers protagonistes. Or, en ce qui concerne la géographie des trente dernières années en général, et les géographies francophones et anglophones plus particulièrement, il est un phénomène qui mérite qu'on s'y arrête: il s'agit de l'inégal recours au mot et à l'idée de *territoire*. L'usage du mot est en France très large, aussi bien d'ailleurs en géographie que dans les autres sciences sociales. C'est d'ailleurs le constat par lequel commence tout article un peu général qui lui est consacré; et ce constat est tantôt source de perplexité (Le Berre, 1995), tantôt source d'enthousiasme (Brunet, 1990), tantôt source de méfiance raisonnée (Barel, 1981).

Par contre, rien de tel chez les auteurs de langue anglaise. Certes, le terme apparaît central dans quelques publications et quantité d'autres auteurs y ont recours ici et là. Mais le phénomène n'est pas aussi général : beaucoup d'ouvrages, indexés comme il se doit dans l'édition de langue anglaise, n'en font pas une entrée lexicale. Dans les bases bibliographiques de langue anglaise consacrées aux publications géographiques, les entrées *Territory* et *territoriality* n'apparaissent pas systématiquement; elles renvoient souvent à un faible nombre de titres et ce nombre est d'autant plus faible que ces bases traitent de façon préférentielle les seules productions anglaises et américaines¹. Enfin, et le fait est sans doute plus important, le terme apparaît beaucoup moins central dans les débats qui animent la discipline.

Face à ce constat, dont je détaillerai les termes plus loin, il est possible d'adopter deux attitudes différentes :

- d'une part, on pourrait considérer qu'il n'est pas pertinent de comparer l'usage d'un terme et de sa traduction littérale, même dans deux corpus de nature comparable. Il est vrai qu'une même idée peut être exprimée dans deux langues différentes par des termes qui, d'un point de

¹ La comparaison des éditions successives de *Current Geographical Publications*, très spécialisées sur les auteurs anglophones, et de celles de *Geographical Abstracts* . plus ouverte aux publications en langue étrangère, est édifiante de ce point de vue.

vue morphologique, n'apparaissent pas les plus proches. Il est vrai aussi que le terme retenu importe moins que la place qu'il occupe dans un ensemble de concepts et de notions qui structurent un discours disciplinaire et sa mise en énoncés. Si le mot *territory* est d'usage restreint dans la géographie anglophone, ne serait-ce pas d'abord parce que le concept est déjà associé à un ou plusieurs autres termes, *place* ou *space* notamment ?

- d'autre part, on pourrait voir dans ce décalage une différence significative dans les manières de concevoir la géographie et les objets qu'elle a fait siens. Et puisque le terme est loin de concerner la seule géographie, on pourrait aussi y voir le signe d'un positionnement différent de cette discipline dans le concert des sciences.

Puisque ce colloque vise précisément à susciter une analyse croisée de deux contextes de production géographique, il m'encourage à explorer ces deux hypothèses simultanément et à faire la part des choses dans ce domaine. Mais, plutôt que de défendre et illustrer une thèse personnelle - la chose serait prématurée et les arguments insuffisants - je m'efforcerai essentiellement de formuler des constats et de suggérer des pistes d'interprétation qui, je l'espère, pourront être utiles à la réflexion suscitée par ces rencontres.

1. Territoire-*territory* : généalogies

Les usages des termes *territoire* et *territory* ont une origine similaire dans les géographies de langue anglaise et de langue française. Tout d'abord, ils partagent une même étymologie latine. Par ailleurs, le terme a connu une évolution similaire dans les deux contextes linguistiques : il a pris une signification juridico-politique (le territoire de l'Etat), puis, par une analogie réductrice bien connue, une signification éthologique (l'aire approprié par un animal ou un groupe d'animaux). Jusqu'à une date récente, le cheminement sémantique des deux termes a été parallèle dans les deux contextes linguistiques. Mais c'est au stade du transfert de cette notion aux sciences sociales et à la géographie que les situations diffèrent.

1.1 La déclinaison des acceptions politiques et éthologiques

Certes, on retrouve dans les deux contextes linguistiques des usages du terme qui témoignent d'une filiation directe avec les acceptions politiques d'une part et les acceptions éthologiques d'autre part. Mais l'importance respective de ces deux sources d'inspiration diffère sensiblement.

En effet, la première domine largement l'usage du mot *territoire* dans la production géographique francophone (par exemple dans Gottmann 1952,

Raffestin 1980, Théry 1991). Par contre, la référence, explicite ou implicite, à l'éthologie est très rare en géographie, et assez isolée en anthropologie (Godelier, 1984) et en sociologie (Rémy-Voyé, 1981), malgré l'influence notable des travaux de Konrad Lorenz sur la communauté scientifique française. Mais, même dans les ouvrages où une perspective éthologique est adoptée, la notion de territoire n'est jamais conçue indépendamment d'une théorisation de la société et du pouvoir.

A l'inverse, cette signification éthologique a exercé une influence puissante et même dominante dans la production anglophone, américaine en particulier (Hall, 1959; Ardrey, 1966; Bakker and Bakker-Rabdau, 1973), parfois grâce au renfort des théories évolutionnistes (Taylor, 1988). L'échelle de référence y est plus individuelle que sociale; l'un des auteurs cités écrit même: "*I maintain, based on theory and lack of evidence, that the concept does not work well when applied to macroscale settings, such as neighborhoods or nations*" (Taylor, 1988, p xxiii). Cette acception de la notion a considérablement influencé les travaux de géographes. Les références à la conception politico-juridique du terme sont également fréquentes. Elles relèvent de deux types d'approches: tantôt, il s'agit d'approches somme toutes classiques de géographie politique et administrative (Taylor, 1985; Taylor, 1994), même quand elles concernent des institutions, telle l'Eglise catholique, qui ne sont pas *sensu stricto* de nature politique (Sack, 1987); tantôt, il s'agit d'approches critiques, soucieuses de revisiter de façon globale la question des rapports entre Etat, société et système de production (Scott and Storper, 1986; Walker and Storper, 1989).

1.2 Formes d'innovation sémantique

Mais, plus importante encore que cette différence de "dosage" entre inspiration juridico-politique et inspiration éthologique, est l'inégal investissement de la notion par chacune des communautés durant ces trente dernières années et, en conséquence, le statut très différent qui lui a été conféré dans les deux contextes.

La géographie anglophone, quand elle a recours aux concepts de *territory* et *territoriality*, reste en général fidèle à des acceptions somme toutes traditionnelles de ces termes. Rares sont les travaux qui éprouvent le besoin de conserver le terme tout en s'émancipant de ses significations devenues classiques. E. Soja semble avoir été le premier à avoir tenté l'exercice (Soja, 1971). Plus audacieuse apparaît la tentative conduite par E. Ericksen¹ de combiner, dans une perspective plus strictement sociologique de la notion de *territoriality*, les apports de l'écologie humaine et de

¹ Bien que l'auteur ne se présente pas comme un géographe, je le mentionne ici en raison du caractère éminemment géographique de sa problématique

l'interactionnisme symbolique (Ericksen, 1990). Mais, à ma connaissance, ces tentatives sont isolées et restées sans suite. Même le travail pourtant éminemment original et même fondateur dans l'adoption de thématiques nouvelles en géographie sociale que D. Ley et R. Cybrinski consacrent aux graffitis des rues de Philadelphie conserve à la notion de territoire son acception strictement éthologique (Ley and Cybrinski, 1974). De façon générale, l'usage des termes *territory* et *territoriality* par les auteurs de langue anglaise s'inscrit donc dans une continuité conceptuelle de longue durée, ce qui permet à certains de regretter leur faible capacité à prendre en compte des évolutions sociales et culturelles d'importance majeure (Cosgrove and Rogers, 1991).

A l'opposé, les auteurs francophones élargissent et complexifient le sens du terme en conférant une grande importance à des facteurs usuellement délaissés. Ce glissement est suffisamment marqué pour justifier que l'on parle ici d'innovation sémantique. Il est manifeste chez des anthropologues comme Maurice Godelier (1984)¹ et chez des sociologues comme Yves Barel (1981)² ou plus récemment Bernard Poche (1996). Mais il concerne plus encore des géographes aussi différents que Claude Raffestin, Jean-Paul Ferrier (1984) et Joel Bonnemaïson. Malgré la variété de leurs problématiques, ils insistent tous sur la double dimension, matérielle et idéale, écologique et symbolique, du territoire.

Chez Raffestin (1980) par exemple, la notion de territoire relève certes de la géographie politique, mais une géographie politique revisitée à l'aide de la théorie relationnelle du pouvoir qu'il emprunte à Michel Foucault. En outre, la complexité de son approche donne toute leur place aux processus écologiques et symboliques: "*Un territoire est un état de nature au sens où Moscovici définit cette notion; il renvoie à un travail humain qui s'est exercé sur une combinaison complexe de forces et d'actions mécaniques, physiques, chimiques, organiques, etc... Le territoire est une réordination de l'espace dont l'ordre est à chercher dans les systèmes informationnels dont dispose l'homme en tant qu'il appartient à une culture. Le territoire peut-être considéré comme de l'espace informé par la sémiosphère*" (Raffestin, 1986, p177)

Comparée à la précédente, l'approche de Joel Bonnemaïson apparaît principalement culturaliste. Elle se démarque explicitement des perspectives

¹ Chez Godelier, la définition donnée au territoire semble au premier abord s'inspirer de l'écologie et de l'éthologie: "*Portion de nature et d'espace qu'une société revendique comme le lieu où ses membres trouveront en permanence les conditions et les moyens matériels de leur existence*". Mais dans le même ouvrage, il écrit aussi, conformément à la thèse d'ensemble: "*Nulle action matérielle de l'homme sur la nature, entendons nulle action intentionnelle, voulue par lui, ne peut s'accomplir sans mettre en oeuvre dès son commencement dans l'intention des réalités 'idéelles', des représentations de jugements, des principes de la pensée qui, en aucun cas, ne sauraient être seulement des reflets dans la pensée de rapports matériels nés hors d'elle, avant elle et sans elle*" (M. Godelier, 1984, p 21)

² "*la société locale est le lieu où l'action et la pensée sociale entrent en contact avec la 'matière' ou la 'substance'*" (Y. Barel, 1981, p 8)

éthologiques: “ *la territorialité humaine se définit beaucoup plus par la relation culturelle qu’un groupe ou une ethnie entretient avec (...) le maillage des lieux et le système d’itinéraires qui quadrillent son espace, que par la référence aux concepts biologiques fermés d’appropriation et de frontières. Le territoire dans cette perspective est véritablement un espace symbolique ou, si l’on préfère, un géosymbole, c’est à dire le support d’une écriture chargée de sens* ” (1996, p 167)

Qu’elle soit appréhendée selon une problématique politique ou culturelle, la notion de territoire apparaît donc comme fondamentalement duelle et dialectique chez ces deux représentants de la géographie francophone. Et ce trait se retrouve chez la plupart des géographes utilisateurs du terme, aussi bien chez ceux qui tendent à penser que le territoire constitue une forme d’organisation en passe d’être révolue (Lévy 1991, Le Berre 1995) que ceux qui, à l’inverse, y voient une production nécessaire et consubstantielle à la nature humaine, une “ *donnée incontournable de l’expérience humaine* ” (Bonnemaison et Cambrézy, 1996, 17).

En guise de résumé, on peut dire que chez les auteurs francophones les plus innovants dans ce domaine, le "territoire" est progressivement devenu l'outil conceptuel privilégié d'une problématisation combinée des réalités matérielles et des processus spatiaux d'un côté et des constructions socio-symboliques de l'autre.

Comme je l’ai dit plus haut, les auteurs anglosaxons n’ont pas investi d’une valeur conceptuelle comparable les termes *Territory* et *Territoriality*. Ceci explique les réserves que certains auteurs francophones peuvent exprimer à la lecture de travaux de langue anglaise construits autour de ces concepts: Claude Raffestin commente ainsi l’ouvrage de Robert Sack (1987): "Il semble difficile d’accepter ou d’accueillir l’idée de Sack selon laquelle la territorialité est un contrôle sur une aire. C’est faire l’économie du pouvoir par assimilation de la territorialité humaine à celle animale, privée de symbolisation et donc de codification" (Raffestin, 1995, p59). Par contre, dans le contexte académique anglo-saxon, l’innovation sémantique et la réflexion conceptuelle ont davantage investi les notions de *space* et de *place*. J’en proposerai une analyse plus loin dans ce texte.

2. Perspectives d’interprétation

A partir de ce constat, on peut conduire plusieurs interprétations. Je me contenterai d’en distinguer deux, l’une et l’autre étant de nature très différente mais complémentaire. La première insiste sur la capacité de contextes socio-politiques nationaux à influencer sur la production scientifique; la seconde insiste

plutôt sur le fonctionnement des communautés scientifiques et sur le rôle qu'y jouent les pratiques langagières et les terminologies.

2.1 Localité et contextualité

Pendant des décennies, la géographie s'est efforcée de trouver ailleurs que dans l'histoire politique et administrative les principes d'un découpage de l'espace. Selon la conception qu'ils se sont donnés de leur discipline, les géographes, pour atteindre cet objectif, ont alors privilégié tantôt les données de la nature, tantôt les modes de vie et les paysages, avant de s'intéresser aux dynamiques spatiales elles-mêmes. Le plus souvent, les régions ainsi individualisées s'inscrivaient dans le maillage des Etats, territoires d'échelle supérieure, mais ne se trouvaient presque jamais justifiés par des principes politiques.

A partir des années 1960 et 1970, il commence à en être différemment. Les sociétés occidentales, selon des rythmes certes différents mais souvent similaires, vivent les débuts d'une remise en cause des prérogatives étatiques, notamment en matière de contrôle et de décision territoriale. Dans la foulée, la montée en puissance d'une géographie critique et radicale, sensible aux enjeux de pouvoir et à la dimension politique des faits géographiques, suscite une remise en cause des principes mêmes des découpages géographiques et leur prétendue indépendance des territoires politiques. Dès lors, les contextes nationaux dans lesquels s'expriment cette sensibilité ont pu influencer les modalités de cette remise en cause et le vocabulaire qui a permis de la traduire.

En France, le terme *territoire* est depuis longtemps associé à l'idée d'aire de compétence d'un Etat moderne et, qui plus est, centralisateur. Son contenu politique, à la fois étatique et national (Alliès, 1980), est donc ancien et profondément ancré dans les significations du terme. Par l'importance des politiques dites d'aménagement du territoire, les Français et les géographes parmi eux sont accoutumés à associer le terme et l'échelle politique à laquelle il réfère en premier lieu. Or, cette adéquation entre territoire, Etat et nation et l'exclusivité de cette échelle dans la réflexion politique se trouvent rapidement et profondément remise en cause par la montée en puissance des revendications locales qui se manifeste à partir de la fin des années soixante. Comme le remarquait déjà Barel (1981), la popularité de l'échelle locale en sciences sociales, puis du mot "territoire", coïncide avec cette évolution et avec ses traductions socio-politiques et institutionnelles (décentralisation, transfert de compétences dans l'aménagement du territoire, réactions diverses aux "déracinements de la modernité", montée en puissance et "par le bas" des classes moyennes dans le monde politique).

Dès lors, il ne semble pas déraisonnable de se demander si le succès du terme *territoire* dans les productions de sciences sociales dans la France des

années 1980 ne résulte pas pour partie de ce processus. En effet, une profonde recomposition politique et institutionnelle est à l'oeuvre dans ce contexte national. Elle pose implicitement le problème de la légitimité de l'Etat à conserver l'exclusive d'une réflexion sur le territoire. Elle ouvre un champ nouveau d'intervention aux chercheurs de sciences sociales et aux classes moyennes dans le processus de décentralisation et dans la réflexion sur les échelles et les mailles pertinentes de l'action politique¹. Dans le même temps, cette évolution intervient dans un contexte de critique virulente de l'autonomie du politique par rapport au social et à l'écologique notamment. Le *territoire* des années 1980 est alors volontiers conçu comme un concept intégrateur de multiples réalités, naturelles et sociales à la fois, manifestations locales de processus relevant de plusieurs échelles à la fois (Marié, 1982). Il convient bien de ce fait aux exigences sociales et aux nécessités nouvelles du développement "local" qui tend alors à être qualifié de "territorial".

Aux Etats-Unis, il en est autrement, bien que l'expression de préoccupations d'échelle locale - notamment traduite dans le slogan "Think global, Act global" - ait été tout aussi remarquable. Dans la culture nord-américaine, *territory* réfère moins à une aire de compétence politique qu'à une étape historique du peuplement et de l'incorporation à l'espace national. La proximité avec la signification éthologique apparaît donc plus manifeste. La signification socio-politique y est plus faible que dans le *territoire* à la française. Le terme ne figure pas non plus dans la traduction anglaise de l'idée d' "aménagement du territoire"². Enfin, la question de la légitimité politique et celle des enjeux du transfert de compétences aux échelles locales, d'influence décisive dans le contexte français, sont sans grande pertinence aux Etats-Unis. La situation américaine n'encourageait donc pas autant qu'en France, la récupération et l'enrichissement conceptuel du terme par les sciences sociales.

2.3 Communautés textuelles et économie des terminologies scientifiques

Les pistes d'interprétation suggérées plus haut mériteraient d'être testées et validées. Mais, en tout état de cause, elles ne pourraient suffire et doivent être complétées. En effet, certains faits resteraient inexpliqués. C'est notamment le cas des différences et des similitudes qui existent entre géographie américaine et géographie britannique dans ce domaine. Le contexte britannique n'a pas été évoqué jusqu'à présent; or l'usage du mot *territory* en géographie, quand il ne réfère pas strictement à une construction politique, y est plus rare encore qu'outre-Atlantique, et le recours à *place* tout

¹ Je rappellerai que, de façon révélatrice, on parle de "recomposition des territoires" pour désigner l'objet de cette réflexion

² La langue anglaise parle le plus souvent de "rural and/or rural planning"

aussi fréquent. Or l'histoire politique et sociale de la construction territoriale au Royaume Uni et de l'évolution des institutions ne semble pas pouvoir expliquer cette particularité.

A ce stade, il faudrait probablement incriminer la diversité des écoles de pensée au sein de la géographie. En effet, les géographes américains et français ont été durablement influencés par la géographie allemande de la fin du XIXe siècle et par les théories environnementalistes. Dans leurs travaux respectifs, la question du rapport au sol et au milieu tient traditionnellement une grande place, même si dans un cas - la France - il s'agit surtout d'insister sur la stabilité des établissements et des ancrages, et dans l'autre - les Etats-Unis - on préfère approfondir les questions de mise en valeur des ressources et d'effets de la mobilité. Même si pendant longtemps, le terme *territoire* est peu employé dans ces deux écoles influencées par la pensée allemande, il parviendra, dans un second temps, à exprimer cette idée. A l'inverse, dans la géographie britannique, l'accent est depuis longtemps mis sur les processus sociaux susceptibles de désigner des lieux et d'affecter des espaces. La question des ancrages au sol reste souvent périphérique.

Il faudrait aussi certainement explorer l'hypothèse selon laquelle les communautés géographiques et les contextes académiques propres à chacun des pays jouent un rôle dans l'adoption d'un terme particulier et son évolution sémantique. C'est ce à quoi je m'attacherai désormais.

En France, l'histoire de la géographie est marquée par l'adoption relativement tardive des méthodes et des problématiques nouvelles qui caractérisent la "nouvelle géographie". Face à une géographie classique qui se veut l'héritière de Vidal de la Blache et de l'École française de l'entre-deux-guerres, émerge de façon quasi-simultanée une géographie souvent dite "quantitative et modélisatrice", une géographie dite "sociale" et une géographie dite "radicale". Malgré les très nombreux aspects qui les différencient, ces approches participent ensemble d'un profond renouvellement de la discipline. La discontinuité avec l'héritage vidalien est brutale et elle se traduit par un ensemble très varié de manifestations symboliques (nouvelles revues scientifiques, nouvelles formes de représentation de la communauté, nouvelles formes d'échange scientifique, etc). L'adoption rapide par une majorité de ces "nouveaux géographes" du mot "territoire" participe peut-être de cette stratégie de traduction symbolique de la discontinuité tout en préservant la diversité des approches nouvelles grâce à la polysémie de terme.

Un tel processus semble également avoir pu jouer pour d'autres disciplines que la géographie. La sociologie, l'économie et la science politique telles qu'elles sont traditionnellement pratiquées en France se sont montrées peu sensibles aux effets de contexte et aux contingences locales. A partir des années 1980, certains courants de recherche se démarquent des

modèles dominants - le fonctionnalisme en sociologie, les théories de l'économie classique et de l'économie politique - en empruntant beaucoup aux auteurs de langue anglaise, Marshall en économie (voir à titre d'exemple Rowe et Veltz, 1992, et Courlet, 1993), Mead, Cicourel, Goffman et Giddens en sociologie (voir à titre d'exemple et pour une bonne synthèse Poche, 1996). Pour les chercheurs de ces disciplines, le mot *territoire*, conçu comme concept permettant une intégration de ces effets de lieu, a pu parfois, comme en géographie bien que de façon non-systématique, permettre d'afficher cette prise de distance par rapport aux écoles dominantes¹. Dans certains cas, il a pu aussi traduire l'intérêt perçu par certains d'un rapprochement entre disciplines voisines soucieuses de prendre en compte, toutes ensemble, ces paramètres dits territoriaux (voir à titre d'exemple Benko et Lipiez, 1992; Offner et Pumain, 1996).

Dans les pays anglo-saxons, les modalités et le rythme de l'évolution de la géographie dans la seconde moitié du XXe siècle ont été sensiblement différents. L'émergence de problématiques et de méthodes nouvelles s'est fait de façon plus progressive, avec une moindre hostilité concertée à l'égard d'une géographie "classique". Les approches nouvelles ont au moins autant éprouvé le besoin de se différencier les unes des autres que de s'émanciper des approches traditionnelles. De façon schématique, on pourrait dire qu'à une géographie "classique" très régulièrement soucieuse d'approfondir la notion de *région*, les géographes dits "quantitativistes" ont opposé la notion d'espace (*space*), les géographes dits "humanistes" celle de lieu (*place*), quand la "nouvelle géographie culturelle" retravaillait celle de paysage (*landscape*). Seule la géographie politique et une certaine géographie critique nourrie de références marxistes ont investi le terme territoire (*territory*). La capacité de chacun à désigner une approche particulière semble avoir été telles qu'elles ont parfois conduit à des critiques terminologiques qui visaient moins la signification d'un que sa valeur symbolique au sein de la discipline : Ainsi, David Harvey, partisan d'une géographie critique, parle à plusieurs reprises du terme *place* comme d'une notion "réactionnaire" en raison de la posture existentielle adoptée par un grand nombre d'auteurs qui y ont eu recours dans les années 1970 (Yi-Fu Tuan, 1977 et Edward Relph, 1976 essentiellement).

Toutefois, il semble bien qu'à partir des années 1980, on ait assisté dans la géographie de langue anglaise à une relative convergence des auteurs autour du terme *place* et à un approfondissement de la réflexion relative à sa valeur

¹ Cela semble particulièrement vrai en économie: le mot *Territoire* y est souvent employé par la plupart des auteurs moins comme concept que comme commodité de langage et signe. Ainsi, plusieurs économistes français qui ont travaillé cette notion de système productif local ou localisé ont peu recours au terme dans leur démonstration; mais leur équipe de recherche (c'est le cas de Cl. Courlet et B. Pecqueur dont l'équipe s'appelle "*Développement et Territoire*" au sein d'un laboratoire de recherche baptisé l'IREP) ou les intitulés d'ouvrages ou de colloques (IREPD, 1993; Dupuy et Gilly, 1993) réfèrent volontiers à ce mot.

conceptuelle. Paradoxalement, cette évolution semble avoir été partiellement initiée par des tenants d'une géographie critique, celle dont David Harvey est un des plus illustres représentants. Ces auteurs se sont employés à investir le mot *place* d'une dimension sociale, culturelle et politique qui porte en elle une critique du territoire politique, de leur délimitation rigide, et du contrôle étatique qui lui est coextensif. Ainsi, Doreen Massey a longuement prêché pour que la notion de *place* devienne centrale dans la discipline, à condition qu'elle soit soustraite à la perspective principalement heideggerienne qui a guidé la géographie humaniste. Elle préconise qu'on lui associe une signification "progressiste" qui permette à la fois de s'émanciper d'une conception exclusivement territoriale de l'action politique et de donner toute sa place à la diversité sociale qui anime les lieux, à la capacité des lieux à exprimer l'interaction de phénomènes d'échelle différente et aux types d'expérience que des individus peuvent avoir en ces lieux de cette diversité et de ces interactions : "Instead of thinking of places as areas with boundaries around, (places) can be imagined and articulated moments in networks of social relations and understandings" (Massey, 1993, p 66). A eu près au même moment et à partir d'une réflexion issue de la géographie politique, John Agnew suggérait lui aussi de conférer à la notion de place une situation charnière dans le système conceptuel de la géographie; il proposait d'y distinguer trois éléments - la location spatiale, l'environnement immédiat dans lequel s'inscrivent les pratiques et les relations sociales et la "structure of feeling" justifiant que l'on parle d'un "sense of place" - dont l'interaction constituerait le lieu. A partir de 1985, David Harvey lui-même reconnaît la capacité du concept de *place* à intégrer différentes perspectives géographiques, son aptitude à appréhender l'espace "in terms of material as well as in terms of discursive and symbolic practices" (Harvey, 1989).

Dans une tout autre perspective de réflexion, Nicholas Entrikin suggère également que la notion de place occupe une position charnière dans l'ensemble conceptuel de la discipline. Quand il parle d'une "betweenness of place", il s'agit de suggérer que la notion permet de penser simultanément les caractères objectifs et subjectifs du lieu, d'établir un pont entre des approches humanistes d'une part, spatialistes et objectivistes d'autre part: "Place is both a center of meaning and the external context of our actions" (Entrikin, 1991, p 7).

Dès lors, la dualité conceptuelle qui caractérise ces diverses significations conférées au terme *place* dans la géographie anglo-saxonne rappelle celle qui a justifié en France les diverses innovations sémantiques opérées autour du mot *territoire*. Et les débats suscités par le premier de ces deux termes aux Etats-Unis, au Canada et au Royaume-Uni rappellent ceux que le second a polarisé entre les auteurs francophones. Dans un ouvrage destiné à proposer une interprétation des développements les plus intéressants de la géographie anglosaxonne dans les 15 dernières années, Trevor Barnes et

Derek Gregory disent des mots *place* et *landscape* ce que les géographes pourraient dire du mot *territoire*: ils ont joué un rôle essentiel “ as modes of ordering (...) the facts of the geographical world. (Par conséquent), it is not surprising that disputes over the meanings of place and landscape have driven some of the most significant debates in the discipline ” (1997, p 292)

Les connaisseurs reconnaîtront dans cette dernière interprétation l'influence des thèses développant l'idée selon laquelle les terminologies adoptées et les textes rédigés participent à l'élaboration de communautés linguistiques et même textuelles¹ et à la construction de mondes qui leur sont propres. Si une telle interprétation, propre à la situation française, pouvait être vérifiée, elle rappellerait que les stratégies langagières et lexicales, les phénomènes de “ marchés ” des signes linguistiques, bien connus des sociologues du langage, sont à l'oeuvre dans le vocabulaire scientifique. L'adoption très large et somme toute rapide d'un terme comme *territoire* dans la géographie francophone et la polarisation des débats conceptuels sur le mot *place* dans la géographie anglophone résulteraient moins d'effets de mode, dont pourtant la recherche scientifique n'est pas exempte, que de la combinaison d'enjeux de nature très différente - perspectives théoriques, positionnements disciplinaires, implication socio-politique du milieu académique, opportunités politiques et institutionnelles, etc - dans des contextes favorables.

Bibliographie

AGNEW J.A., 1987, *Place and Politics: the geographical mediation of state and society*, Boston, Allen and Unwin

ALLIES Ph., 1980, *L'invention du territoire*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

ARDREY R., 1966, *The territorial imperative*, New York, Dell

BAKKER C.B. and BAKKER-RABDAU M.K., 1973, *No Trespassing: explorations in human territoriality*, San Francisco, Chandler and Sharp Publishers

BAREL Yves, 1981, "Modernité, code, territoire", *Annales de la Recherche Urbaine*, 10-11, pp. 3-21.

BAREL Y., 1986, "Le social et ses territoires", in Auriac F. et Brunet R. (sous la direction de), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard-Fondation Diderot.

¹ Par communauté textuelle nous entendons, suite à J et N Duncan qui eux-mêmes se réfèrent à l'historien B. Stock, “ a group of people who have a common understanding of a text, spoken and read, and who organize aspects of their lives as a playing out of a script ” (Duncan, 1988)

BARNES T. and GREGORY D. (ed), 1997, *Reading human geography*, Londres, Arnold.

BENKO G. Et LIPIETZ A. (sous la direction de), *Les Régions qui gagnent: districts et réseaux*, Paris, PUF.

BONNEMAISON J., 1996, *Gens de pirogue et gens de la terre*, Paris, Editions de l'ORSTOM.

BONNEMAISON Joel et CAMBRÉZY L., 1996, "le lien territorial", *Géographie et Cultures*, 20, pp. 7-19.

BRUNET Roger, 1990, *Le territoire dans les turbulences*, Montpellier, Reclus.

COURLET Cl. (Sous la direction de), 1993, *Industrie et Territoire: les systèmes productifs localisés*, Actes de colloque, Grenoble, Université Pierre-Mendès-France.

COSGROVE D. and ROGER A., 1991, "Territory, Locality and Place", in Ch. Philo (ed.) *New Words, New Worlds: Reconceptualising Social and Cultural Geography*, Proceedings of a conference organised in Edinburgh by the Institute of British Geographers, Aberystwyth.

DUNCAN J. and N., 1988, "Landscape as a text", *Environment and Society: D.*, 6, pp. 117-126.

DUPUY C. et GILLY J.P. (sous la direction de), 1993, *Industrie et territoires en France*, Paris, La Documentation Française.

ERICKSEN E.G., 1990, *The Territorial Experience: Human Ecology as Symbolic Interaction*, Austin, Texas University Press.

FERRIER J.P. 1984, *Antée 1: la géographie, ça sert d'abord à parler du territoire*, Aix en Provence, Edisud.

GODELIER Maurice, 1984, *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard.

GOTTMANN Jean, 1952, *La politique des Etats et leur Géographie*, Paris, A. Colin.

HALL E.T., 1959, *The Silent Language*, Garden City, N.Y., Doubleday.

HARVEY D., 1989, *The condition od Postmodernity: An Inquiry into the Origins of Cultural Change*, Oxford, Blackwell.

LE BERRE M., 1995, "Territoires", in Bailly A., Ferras R. et Pumain D. (sous la direction de), *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica, pp 601-622.

LEY D. And CYBRINSKI R., 1974, "Urban Graffitis as Territorial Markers", *Annals of the Association of American Geographers*, 64, pp. 491-505.

MARIE M., 1982 , *Un territoire sans nom*, Paris, Méridiens.

MASSEY D., 1993, "Power-geometry and a Progressive Sense of Place", in J. Bird, B. Curtis, T. Putnam, G. Robertson and L. Tickner (ed), *Mapping the future: local cultures ans global change*, London, Routledge, pp. 59-69.

OFFNER J-M. et PUMAIN D. (sous la direction de), 1996, *Réseaux et Territoires: significations croisées*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube.

PIOLLE X., 1990, "Proximité géographique et lien social; de nouvelles formes de territorialité", *L'Espace Géographique*, 4.

POCHE B., 1996, *L'espace fragmenté: Pour une théorie sociologique du territoire*, Paris, L'Harmattan.

RAFFESTIN Cl., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec.

RAFFESTIN Cl., 1986, "Ecogénèse territoriale et territorialité", in Auriac F. et Brunet R. (sous la direction de), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard-Fondation Diderot.

RAFFESTIN Cl., 1995, "Espace et Pouvoir", in Bailly A. (sous la direction de), *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, Masson.

RELPH E., 1976, *Place and placelessness*, London, Plon.

REMY J. et VOYE L., 1981, *Ville, ordre et violence*, Paris, PUF

ROWE F. et VELTZ P. (sous la direction de), 1992, *Entreprises et territoires*, Presses de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées

SACK R.D., 1983, "Human Territoriality: a Theory", *Annals of the Association of American Geographers*, n°1

SACK R.D., 1987, *Human Territoriality*, Cambridge, Cambridge University Press

SCOTT A. and STORPER M., 1986, *Production, Work and Territory*, Boston, Allen and Unwin

SOJA Edward, 1971, *The Political Organisation of Space*, Wahington D.C. Association of American Geographers, Ressource Papers.

TAYLOR Ralph B., 1988, *Human Territorial Functioning: an empirical, evolutionary perspective on individual and small group territorial cognitions, behaviors and consequences*, Cambridge University Press.

TAYLOR P.J., 1994, "The state as container: Territoriality in the modern world-system", *Progress in Human Geography*, 18, 2, pp. 151-162.

THERY Hervé (sous la direction de), 1991, *L'Etat et les stratégies du territoire*, Paris, CNRS.

TUAN Yi-Fu, 1977, *Space and Place: the perspective of experience*, Minneapolis, University of Minnesota Press

WALKER R. And STORPER M., 1989, *The capitalist Imperative: Territoriality, Technology and Industrial growth*.

WOLCH J. And DEAR M., 1989, *The Power of Geography: how territoriality shapes social life*, Boston, Unwin Hyman.